

22 JUILLET 1988

Voyage du Premier ministre, M. Michel Rocard, en Côte-d'Ivoire — Déclarations à la Presse

Côte-d'Ivoire

Q - Vous avez choisi la Côte-d'Ivoire pour effectuer votre premier déplacement à l'extérieur de l'Europe et en Afrique depuis que vous avez été investi du pouvoir de diriger le Gouvernement français. Alors, Monsieur le Premier ministre, on est tenté de vous demander quel sens vous accordez à cette visite et dans quel cadre elle se situe.

R - J'ai d'autant plus volontiers, avec d'autant plus de joie, choisi la Côte-d'Ivoire que j'étais l'invité de son Président que je veux remercier et qui m'a donné

l'occasion en effet de manifester l'attachement de la République française à l'égard de la Côte-d'Ivoire qui est le plus puissant, le plus solide et le plus rayonnant des pays avec lesquels la France garde d'anciennes et de denses relations en Afrique. Je ne dirai pas personnellement que c'est un voyage de premier contact, nous vous connaissons déjà quelque peu, mais c'est tout de même pour un nouveau Premier ministre - je ne le suis après tout que depuis un peu plus de deux mois - c'est un peu un premier contact de politique extérieure, de politique étrangère notamment en Afrique. Le monde entier connaît une phase très difficile, les cours des matières premières évoluent mal, les monnaies chahutent les unes par rapport aux autres, il y a encore des conflits latents ici ou là, la planète n'est pas dans un très bon état et nous savons tous, aussi bien la Côte-d'Ivoire que la France, que chacun de nos pays - même parmi ceux qui se pensent grands - ne peut jouer tout seul, que toutes les décisions qui façonnent le destin quotidien de nos peuples dès aujourd'hui et en tout cas pour demain sont des décisions internationales. Alors je viens, en réponse à son invitation, m'entretenir avec le Président Houphouët-Boigny de nos problèmes de relations bilatérales, mais je gage que nous parlerons aussi de problèmes multilatéraux, de problèmes de relations Nord-Sud dans leur ensemble. Chacune de son côté, la France et la Côte-d'Ivoire, ont quelque chose d'un peu exemplaire dans le pilotage des relations Nord-Sud. On conviendra que cela crée de plus grandes responsabilités (...).

Q - Monsieur le Premier ministre, vous venez de passer quelques heures à Yamoussoukro en compagnie du Président de la République. Au moment où vous regagnez Paris, auriez-vous une déclaration à faire ? Pourrions-nous avoir une idée des entretiens que vous avez eus avec le Président de la République ?

R - Ma première réponse sera pour vous dire que ces entretiens ont confirmé ce qui n'avait qu'à peine besoin de l'être. C'est toute la chaleur de l'amitié qui réunit la France et la Côte-d'Ivoire et l'amitié personnelle qui lie leurs dirigeants. Le Président de la République, M. Houphouët-Boigny, connaît depuis longtemps le Président Mitterrand ; ils se sont vus souvent, ils ont

beaucoup travaillé. Le Premier ministre que je suis prend suite dans cette longue relation de confiance, d'hospitalité chaleureuse, et je dirais que je repars la joie au cœur sur la solidité de la confiance qui nous unit. Vous savez, il y a 169 nations en ce moment dans un monde qui se déchire, traîne encore quatre ou cinq guerres locales, où les mésententes sont multiples. Une densité de confiance, d'amitié, d'ancienneté dans cette amitié, de coopération, de travail conjoint comme il y en a entre la France et la Côte-d'Ivoire, on n'en a pas tellement d'exemples. Alors ça fait plaisir d'y contribuer, de le vérifier et puis de l'amplifier, de continuer.

Cours des matières premières

Q - Est-ce que vous pourriez dire si vous avez parlé un peu du problème du cours des matières premières, des problèmes du cacao ?

R - Je ne crois pas vendre un secret d'Etat en disant que nous avons parlé du cacao. Nous avons

parlé des prix des matières premières et nous avons parlé des abominables dégâts mondiaux que produit le libéralisme, si je me fais bien comprendre... libéralisme au sens français du terme.

Nous avons évoqué les dangers que fait courir l'absence de règle du jeu, quand on interprète le marché comme le droit de faire n'importe quoi sans limite, eh bien ce sont les peuples qui en souffrent, ce sont les inégalités de toute nature qui s'aggravent et d'abord les inégalités régionales et internationales.

Nous avons passé du temps, le Président de la République et moi-même, à faire un peu l'inventaire de cette situation dramatique, et aussi à nous poser la question de savoir comment attirer l'attention de la conscience mondiale sur le caractère intolérable de cette situation qui ne concerne pas que le cacao, qui concerne aussi le café, qui avait touché l'arachide (...).

On a tenté de « rafistoler », de réparer avec des bouts de ficelle et des élastiques, une situation qui appelle une refonte, une réforme profonde. Nous sommes au bout de ces petits rafistolages et il faut poser aussi bien au secrétariat général du commerce mondial, c'est-à-dire le GATT, que dans les rapports entre grands pays producteurs et grands pays consommateurs, que devant les Nations unies et la CNUCED, il faut poser le problème général du prix des matières premières et faire constater par le monde entier que le libre-échange n'est une règle du jeu complètement correcte qu'en pays à peu près également développés. Entre pays très inégalement développés le libre-échange est une des formes de l'oppression et le monde, s'il veut conserver la paix sociale et la paix civile et la paix internationale, a besoin de prendre cela en charge pour éviter d'en arriver ensuite à des économies administrées ou militaires, suite à des chocs sociaux trop vastes. Un minimum d'organisation des marchés, c'est la meilleure manière de protéger l'autonomie des producteurs et ce qu'il faut préserver de liberté sur le plan justement du marché et des échanges. Mais la loi de la jungle n'a jamais à nos yeux, au Président Houphouët-Boigny et à moi-même, été synonyme de liberté.

Côte-d'Ivoire

Q - Avez-vous évoqué la préparation du voyage de travail que le Président Houphouët-Boigny va faire prochainement à Paris où il va rencontrer le Président Mitterrand ?

R - Directement non. Indirectement, nous n'avons d'une certaine manière parlé que de cela, puisque nous avons exploré tous les grands dossiers qui n'appellent pas une décision instantanée, qui se traitent par des décisions prises en forme gouvernementale après étude d'experts et d'administrations, après signature, mais qui avancent au fur et à mesure des conversations, elles-mêmes étayées sur les travaux de nos services et nous permettent d'approcher une solution.

Q - Et parmi ces grands dossiers, avez-vous évoqué celui d'Air Afrique ?

R - Bien sûr.

Q - Est-ce que ce dossier a des chances d'être réglé prochainement ?

R - Il m'est arrivé souvent de dire que lorsqu'on a besoin d'une décision, on ne la facilite pas toujours en en parlant avant qu'elle ne soit prise et cela frustre un peu quelques-uns de mes amis qui sont vos collègues français. Mais je préfère m'en tenir à cela, quitte à dire que mon vœu le plus profond est de vous réserver une bonne surprise.

Cours des matières premières

Q - Est-ce qu'aujourd'hui vous avez une fois encore profité des leçons du Président Houphouët-Boigny en ce qui concerne les matières premières ? Et est-ce qu'il vous a parlé éventuellement de la levée partielle du blocus du cacao qui est maintenu depuis maintenant un an ?

R - Puisqu'en effet, le Président Houphouët-Boigny a été mon professeur en matière de cacao, j'ai envie de vous dire que je suis passé de la première année de licence en doctorat. Je n'en dirai pas plus, le reste exige une sélection attentive et faite ensemble des différentes solutions possibles. On ne se parle, de toute façon, pas assez. D'abord, personne ne voit jamais les négociants. Il n'y a pas de conversations sérieuses et suivies entre les grands producteurs entre eux ; il n'y en a pas non plus entre les grands pôles de consommation et moins encore y a-t-il de conversations sérieuses entre les nations dominant la production, d'une part, et dominant la consommation de l'autre. Par quel biais faut-il attaquer le fait de mettre un peu de sagesse sur le marché du cacao ? Je ne vais pas vous répondre aujourd'hui. Aujourd'hui, nous avons au fond exploré des pistes. Tout ce que je vais vous dire, c'est qu'il faut chercher la meilleure.

Mais à mes amis libéraux, au sens français du terme, j'ai envie de dire que lorsqu'il y a un incendie quelque part, on a l'habitude d'appeler les pompiers ! C'est quand l'incendie est éteint que l'on se demande si les pompiers étaient publics ou privés, si vous voyez ce que je veux dire. Il va falloir appeler les pompiers sur le marché du cacao. On verra après quelle est leur signature et qui ils sont.